



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Bretagne

Unité départementale du Morbihan  
34, rue Jules Legrand  
56100 Lorient

Lorient, le **20 MARS 2024**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LORIENT AGGLOMERATION**

Pôle ingénierie et gestion techniques  
Direction gestion et valorisation des déchets  
CS20001  
56100 Lorient

Références : GP/FD/E/2024  
Code AIOT : 0005518021

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement LORIENT AGGLOMERATION implanté à Inzinzac-Lochrist (56650). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LORIENT AGGLOMERATION
- 56650 Inzinzac-Lochrist
- Code AIOT : 0005518021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Lorient Agglomération est autorisé, par arrêté préfectoral du 21 mars 2014 modifié, à exploiter une ISDND sur le territoire de la commune d'Inzinzac-Lochrist.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	odeurs	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 3.1.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	envols	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 3.1.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, odeurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des lixiviats et des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.</p> <p>Le compactage des déchets prévu à l'article 10.4.2 doit permettre l'élimination des éventuelles poches de gaz.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets sont compactés au fur et à mesure de leur arrivée sur le site par un nouveau compacteur plus puissant que le précédent, améliorant ainsi le compactage. Les déchets sont recouverts quotidiennement. Les puits de captage du biogaz par le raccordement au réseau biogaz est réalisé plus rapidement qu'avant. Les casiers sont recouverts d'une couche imperméable à l'avancement de leur exploitation réduisant la surface d'exploitation.</p> <p>Le deuxième bassin de stockage de lixiviats n'est pas étanché, pouvant propager des odeurs.</p> <p>L'inspection a perçu une légère odeur, sans ressentir de gêne particulière sur le site. Une visite ne nous a pas permis de constater une éventuelle odeur hors du site.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Les constats sont ceux effectués le jour de la visite et ne préjugent pas d'éventuelles nuisances olfactives dont l'exploitation du site pourrait être à l'origine au cours d'autres périodes de fonctionnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : envols**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 3.1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, envols

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont enherbées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

**Constats :**

Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées.

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.

Les surfaces où cela est possible sont engazonnées. Des écrans de végétation sont en place.

Le site en exploitation est entouré de filets permettant de retenir les emballages légers.

**Type de suites proposées :** Sans suite